



**INTERVENTION DE SON EXCELLENCE
MONSIEUR DIDIER RATSIRAKA
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR
LORS DU 1^{er} SOMMET AFRIQUE/EUROPE
SOUS L'EGIDE DE L'OUA et de L'UE**



(Le Caire, le 04 avril 2000)

Messieurs les Présidents, Majesté, Messieurs les Premiers Ministres, Excellences
Mesdames et Messieurs,

Je suis très embarrassé pour prendre la parole maintenant puisque, d'abord, je
voudrais intervenir cet après-midi en matière de développement et puis, ce que j'ai
envie de dire risque de choquer un certain nombre d'entre nous.

Alors, je vais résumer et essayer d'être le plus bref possible.

Pour nous, à Madagascar, il n'y a pas de parangon de la démocratie. Le droit de
l'homme, c'est quelque chose auquel tout le monde adhère. Mais je crois que c'est la
façon d'interpréter ce droit de l'homme qui diffère d'un pays à l'autre.

Quand je sens qu'un certain nombre de pays développés, je ne dis pas seulement
européens, mais je dis pays développés, avaient supporté et aidé l'apartheid, c'est la
négation même de la démocratie.

Quand je pense que le plus grand pays, la plus grande puissance actuelle du monde, a
refusé de signer la convention sur le droit de l'enfant, je me pose des questions.

Quand je pense que le plus grand pays, la plus grande nation qui existe aujourd'hui,
n'a pas signé la convention d'Ottawa sur les mines anti-personnelles, je me pose des
questions.

Il n'y a pas de parangon dans la démocratie. Je m'excuse mais si je dis ceci, c'est
parce que le Président nous a convié tout à l'heure à prendre part, sans diplomatie.

Quand nous intervenons quelque part, nous disons : pas de coup d'Etat, plus de coup
d'Etat.

Et, j'ai l'impression qu'il y a de bons coups d'Etat et de mauvais coup d'Etat.
Certains sont voués aux gémonies et d'autres sont acceptés. Quand on crie « non »
aux proliférations des armes nucléaires, on dit « oui » partout sauf à tel endroit.

Alors, Monsieur le Président, j'ai peur qu'en disant tout ce que j'ai à dire - de toute
façon, je n'ai pas le temps de développer tout ce que j'ai à dire - je risque de vexer et
d'être mis au banc des accusés et de ne pas recevoir votre aide qui nous est si
précieuse.

Et je commence par dire, je remercie infiniment tout ce et toute celle, tous les pays

qui nous ont aidé lors des catastrophes naturelles qui ont frappé notre pays et le Mozambique, avant hier encore, le cyclone HUDAH vient de faire des ravages dans mon pays.

Quand on dit, par exemple, qu'il n'y a pas de développement sans démocratie, j'ai envie de dire : Non, ce n'est pas tout à fait vrai. C'est vrai peut-être, mais ce n'est pas tout à fait vrai.

Parce que Taïwan ou Formose est un pays développé. Oui ou non ? Taïwan a vécu pendant trente ans sous le régime de la loi martiale !

Est-ce que le Chili est un modèle de développement ou de croissance durable soutenue ? Oui, c'est un modèle de développement ou de croissance durable et soutenue mais sans dirigeants sociaux.

Tous les pays européens se sont retrouvés actuellement au stade où ils se trouvent après avoir traversé une phase de despotisme non éclairé et de dictature.

Je ne sais pas, à première vue, ce que c'est la dictature et je ne suis pas dictateur puisque j'ai refusé le pouvoir plusieurs fois.

L'Allemagne, par exemple, est passée par la Gleichachtung. La France est passée par Louis XIV, par Napoléon.

Quand un pays se met par exemple à rétablir la paix chez lui, un certain nombre de pays et de médias se mettent à crier leur indignation et à condamner.

Mais les Etats-Unis se sont construits à partir d'une guerre de sécession...

Alors, ici, Monsieur le Président, je crois que nous sommes tous d'accord. Et Madagascar est le premier, presque depuis l'indépendance, et l'un des rares pays d'Afrique à avoir toujours vécu sous le système du multipartisme.

Mais est-ce que j'ai vraiment le droit de dire tout ce que je pense ? Je ne sais pas. Ne me demandez pas d'être dans un trou noir, cette zone où le temps n'existe pas et où le passé et le présent se confondent. Vous avez mis deux cents ans ou trois cents ans pour arriver au stade de la démocratie actuelle. Vous me demandez de rattraper le temps comme dans un trou noir. Ecoutez. Moi je ne sais pas mais si vous nous permettez de dire, nous africains, voici notre canon de la démocratie.

Ce n'est pas à vous tout seulement, à vous pays développés, de juger quels sont les critères de cette démocratie, puisqu'y-a-t-il un critère universel ?

Il y a une situation qui ne sont pas les mêmes, qui sont différentes d'un pays à l'autre.

Quand on parle de la corruption, la corruption date de l'accord d'Esau. Le plat de lentilles. Vous vous souvenez du plat de lentilles ? Et vous nous demandez d'éradiquer la corruption tout de suite !

Et sachez, comment un président de l'Assemblée nationale qui arrive en Afrique où le peuple croît, la famine croît, devient tout de suite milliardaire et multimillionnaire alors que tout le monde, toute la famille et le peuple sont mal habillés ? – Mais c'est ça qui pousse les gens à être corrompus !- Et, personnellement, je dois dire que je ne réussis pas ; heureusement, j'ai mis 36 ans pour construire une maison.

Mais est-ce que vous pouvez comprendre que ces gens là sont soumis à des

pressions, des sollicitations familiales et ethniques ?

C'est très facile de critiquer après avoir passé tout ce que vous avez passé.

Mais aujourd'hui, sachez que nous avons des problèmes mais ce ne sont pas toujours les autorités qui ont tort. Ce ne sont pas toujours les gens dans la rue qui ont raison. La bonne gouvernance, la transparence, la non-corrupcion, ce n'est pas tellement au niveau des gens du Gouvernement que ça doit être exigé ; c'est aussi chez les gens de l'opposition, dans la rue.

Je n'ai pas le temps de développer tout ce que je voulais dire aujourd'hui mais je suis d'accord sur la démocratie. Je suis absolument d'accord pour la démocratie. Je suis d'accord sur les droits de l'homme, la protection des droits de l'homme créé à l'image de Dieu comme on l'a dit tout à l'heure.

Je suis d'accord pour lutter absolument et activement contre la corruption. Je pense qu'aucun Chef d'Etat digne de ce nom ne doit gouverner s'il ne respecte pas les droits de l'homme, le droit d'autrui, le droit de ses semblables, le droit des peuples à l'autodétermination, le droit à la liberté, le droit à la vie, le droit à la santé, etc, etc...et que tout le monde doit avoir la possibilité d'émettre une opinion différente.

Aujourd'hui, avec la mondialisation-globalisation, il y a une pensée unique mais un régime totalitaire en gestation. Est-ce que nous avons le droit d'avoir une opinion différente et d'élever la voix contre cette pensée unique, s'il voudrait demander une nouvelle gleichachtung en disant : voilà le canon, voilà le dogme ; Hors de ceci, point de salut ?

Je lance tout ceci uniquement pour soumettre à cet aréopage une manière de réfléchir plus tard peut-être.

Je dis tous simplement : Nous sommes entièrement d'accord sur la démocratie, sur la protection des droits de l'homme, sur la bonne gouvernance, sur la bonne gestion des affaires publiques.

Et à quoi ça sert d'être Président de la République si vous n'êtes pas là pour bien gérer les affaires publiques ? A quoi ça sert d'être Président de la République si vous êtes là pour vous enrichir ?

Donc, nous sommes entièrement d'accord là-dessus. Mais comme disait le colonel KADHAFI, il l'a peut-être dit d'une façon moins diplomatique, mais chaque façon a ses spécificités locales, il y a des spécificités régionales.

Chaque peuple doit vivre leur propre génie. Nous avons le droit aussi à la survie. Nous ne demandons pas le monde. Nous demandons tout simplement votre compréhension, Messieurs les Présidents, Premiers ministres, Majestés des pays européens développés et démocratiques. Mais ne nous imposez pas un modèle de démocratie à la base.

Est-ce qu'il s'agit d'une démocratie à l'américaine où 1% de la population possède 50% des richesses nationales?

S'agit-il d'une démocratie à la française, à l'italienne, à la portugaise, à l'anglais, à la norvégienne ou à la suédoise ?

Mais il y a des critères universels. On essaiera. Nous avons nos intérêts tous à essayer et à adopter. Et il ne faut pas nous dire, parce que tel pays n'a pas respecté la démocratie, alors, vous n'allez pas nous recevoir de l'aide. Et pourtant, vous aidez tel

pays, et faites tel coup d'Etat ou tel coup d'Etat,

Vous vous rendez compte que pour qu'un effort soit valable, il faut qu'il y ait des observateurs internationaux. Est-ce que nous, nous allons quelque part pour observer les élections aux Etats-Unis ou ailleurs ? Non, ça ne va pas ?

Moi, j'ai été élu à Madagascar sans observateurs internationaux. C'est vrai. Je n'étais pas au pouvoir, j'étais en France. J'étais exilé volontaire en France pendant deux ans. Je suis arrivé un mois ou un mois et demi avant les élections et j'ai gagné sans observateurs internationaux.

Mais, je comprends. Je comprends qu'il y a des effets qui nous incitent et qui nous poussent à faire, à exercer ce droit d'ingérence.

Mais encore une fois, je pense que ce n'est pas en une journée et demie ou en une demi-journée qu'on peut traiter de façon exhaustive tous ces problèmes.

Je demande tout simplement un contrat synallagmatique entre vous européens et nous pays en développement, en général, et africains, en particulier, pour qu'ensemble nous bâtissions un avenir meilleur pour l'avènement d'une humanité réconciliée, pour que nous puissions rendre ce monde meilleur et que nous puissions marcher la main dans la main.

Un contrat synallagmatique : Vous nous aidez parce que vous avez besoin de nous. Nous vous aiderons parce que nous avons besoin de vous. Et que nous marchons la main dans la main.

Messieurs le Président, Majesté, Messieurs les Premiers Ministres, Excellences Mesdames et Messieurs, je m'excuse ; Je suis un marin de métier, un politicien de fortune. Je ne suis pas un diplomate ; Je ne sais pas parler diplomatiquement. Je vous ouvre mon cœur comme l'a fait le colonel KADHAFI, avec nous.

Si je n'ai pas ménagé quelque part cette susceptibilité, si j'ai choqué quelque part quelqu'un, excusez-moi auparavant au nom de Madagascar, du peuple malgache, du Gouvernement malgache. Je vous remercie, Messieurs.

